

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE

Quid après 2015

Annoncés en l'an 2000 par l'ONU, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) arriveront à échéance dans deux ans et demi. Mais la logique est enclenchée, et d'autres objectifs leur succéderont. Lesquels ? C'est tout l'objet des débats en cours.

Intervenants dans cet article**Jan Vandemoortele**

Docteur en économie du développement, a travaillé plus de 30 ans pour différentes branches des Nations unies et a participé à l'élaboration des OMD. Il continue aujourd'hui à écrire sur ces sujets et intervient régulièrement en tant que conférencier dans les universités et les réunions internationales. Il est membre aussi de plusieurs groupes ou comités consultatifs.

Jean Feyder

Ambassadeur et ex-représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations unies à Genève et auteur de « La faim tue » (L'Harmattan, 2011). À lire également son article intitulé « Quel développement post-2015 ? » sur : <http://astm.lu/quel-developpement-post-2015/>

Il y a 13 ans déjà, en 2000, les Nations unies fixaient 8 objectifs pour le développement humain mondial : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement et, enfin, mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Échéance de ces objectifs : fin 2015. Il reste donc deux ans et demi pour les réaliser, et ceux qui souhaitent connaître les résultats atteints jusqu'ici peuvent consulter le site des Nations unies : www.un.org/fr/millenniumgoals

Certes, des progrès ont (officiellement) été accomplis, notamment en matière d'accès à l'eau potable, d'accès à l'éducation primaire, de scolarisation des filles, de réduction de la mortalité infantile, de lutte contre le sida et d'autres maladies (le paludisme, notamment) et même, peut-être, de réduction de l'extrême pauvreté, mais il semble bien, à moins de trois ans de l'échéance, qu'un certain nombre d'objectifs ne seront pas atteints. À commencer, peut-être, par deux d'entre eux : celui de réduire de moitié, par rapport à 1990, la proportion de malnutris dans le monde (dont le nombre est estimé aujourd'hui à 870 millions de personnes), même si cette proportion serait passée d'environ 20 % de la population mondiale en 1990 (les chiffres sont assez approximatifs) à 12,5 % en 2012 ; et celui (plutôt vague) d'assurer un « environnement durable », dont l'humanité s'est même éloignée ces dernières décennies.

En bref, il reste *beaucoup* à faire, et les discussions sur les OMD post-2015 (qui ont fait l'objet des assises de la Coopération belge au développement en mai dernier) vont déjà bon train en divers endroits de la planète.

Question : que seront ces nouveaux objectifs ? Va-t-on simplement décider de « finir le travail » des OMD, en les adaptant éventuellement à un monde de plus en plus multipolaire et secoué par des crises économiques et financières ? Ou faut-il plutôt élargir les OMD à d'autres dimensions, y englober d'autres défis, comme la durabilité environnementale (bien davantage qu'elle ne l'est dans les OMD actuels) ou la nécessité de réformer le système économique mondial pour réduire les inégalités ?

C'est tout l'objet des débats en cours, qui sont loin d'être clos, même si des tendances se dessinent et que plusieurs propositions ont déjà été avancées par les gouvernements nationaux, les communautés régionales, l'ONU et le monde académique.

En effet, la plupart des groupes de réflexion semblent s'accorder sur l'intérêt, sinon la nécessité, d'aller au-delà des OMD actuels et de traiter, d'une part, les causes profondes de la pauvreté et, d'autre part, d'y intégrer des objectifs de développement durable, tels que ceux que le Groupe de travail mandaté par l'ONU suite à la Conférence *Rio +20* (de juin 2012) est en train de préparer.

Vers un modèle de développement économique plus équitable

Selon Jean Feyder, ambassadeur et ex-représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations unies, il est difficile de ne pas reconnaître que si les OMD actuels affichent de nobles intentions, ils ne remettent aucunement en cause le système économique néolibéral mondialisé d'aujourd'hui, qui favoriserait les pays les plus avancés au détriment des plus pauvres... et empêcherait ces der-

niers de développer de véritables capacités productives, de s'autonomiser sur le plan économique et de se rendre indépendants de l'aide. En d'autres mots, les OMD s'attaqueraient aux symptômes plutôt qu'aux racines de la pauvreté, et favoriseraient une forme d'assistance plutôt qu'un véritable développement à l'échelle mondiale. Or sans un tel développement, les avancées qui pourraient être faites en matière d'éducation, de santé ou de réduction de la pauvreté ne sauraient être durables.

D'abord, souligne Feyder, il faut d'autres politiques agricoles internationales, car des 870 millions de malnutris dans le monde, 80 % (soit quelque 700 millions de personnes) vivent en milieu rural et n'ont pour moyen de subsistance que le travail de la terre. La lutte contre la faim exige donc qu'une priorité soit accordée à l'agriculture dans toute stratégie de développement, en particulier des pays les plus pauvres, en soutenant les exploitations familiales, en renforçant les investissements d'infrastructure et l'accès des petits paysans aux intrants, au crédit, au savoir, et en coopérant avec les associations paysannes et les organisations comme le Roppa et la *Via Campesina*. Sans compter qu'il existe toute une économie rurale non agricole, tant en amont qu'en aval de l'agriculture.

Ensuite, il faut bâtir une véritable politique industrielle, qui permette aux pays les moins avancés d'aller au-delà des simples activités d'extraction de matières premières, comme le pétrole ou les minerais, et d'orienter leur économie vers des activités plus dynamiques, moins dépendantes des aléas des marchés mondiaux et à plus forte valeur ajoutée.

Surtout, Feyder insiste sur la nécessité de permettre aux pays pauvres de *protéger* leurs marchés. À ce propos, il cite l'économiste norvégien Erik Reinert pour qui « *les pays riches sont devenus riches parce que, durant des décennies, souvent des siècles, leurs États et classes dirigeantes ont mis sur pied, subventionné et protégé des industries et des services dynamiques. Ils sont tous passés par un stade sans libre échange qui, une fois dépassé avec succès, a rendu désirable le libre-échange* ». Or, précise Feyder, le système commercial et financier

ouvert actuel empêche un tel processus qui a été nécessaire pour tous les pays actuellement développés. Dans la même veine, le diplomate péruvien Oswaldo De Ribeiro constate que, au cours de leur processus de développement, les pays riches ont protégé et promu leurs jeunes industries et ont copié (de l'un à l'autre) leurs technologies, ce qui est impossible aujourd'hui à cause de la législation sur la propriété intellectuelle.

Comment aller au-delà de la situation actuelle.

Même Joseph Stiglitz (« Nobel » d'économie) se dit favorable à la protection des industries naissantes jusqu'à ce qu'elles soient assez fortes pour entrer en compétition avec les géants internationaux établis. Sans oublier le Plan Marshall, qui avait permis à l'Europe, après la guerre, de protéger son économie (en pleine reconstruction) de la compétition des États-Unis, et qui s'est traduit par un succès durable en termes de coopération politique, économique et commerciale entre Américains et Européens. Bref, il faut permettre aux pays pauvres de faire de même, et remettre en cause les politiques des plus puissants consistant à exiger toujours plus d'ouverture et de dérégulation dans leurs échanges avec les pays en développement, en particulier les moins avancés.

Enfin, conclut Feyder, de tels changements structuraux nécessiteront évidemment des moyens financiers considérables, que l'on pourrait capter, entre autres, par une régulation plus stricte des marchés financiers... dont à peine 2 % des transactions portent, aujourd'hui, sur l'économie réelle !

Vers un modèle de développement plus durable

Préserver l'environnement et les ressources naturelles de la planète constitue, dans la mesure où l'humanité en dépend pour son existence, une condition préalable à tout développement durable, ce qui implique aussi d'autres modes de production et de consommation à l'échelle mondiale. Cela semble

évident et pourtant, sur ce terrain, il n'y a non seulement pas de progrès mais une dégradation générale et continue (diminution de la biodiversité, raréfaction des ressources, réchauffement du climat) depuis le début de l'ère industrielle, avec une accélération (croissante) depuis l'avènement de la société de consommation il y a un peu plus d'un demi-siècle.

Le dernier Sommet de la Terre *Rio +20*, s'il n'a pas permis de conclure d'accords internationaux en la matière, a toutefois accouché de la décision de fixer, d'ici à quelques années, des objectifs de développement durable fermes. Et cette initiative pourrait bien fusionner avec le remaniement des OMD, tant il est admis que le développement socio-économique de la communauté mondiale ne saurait être « non durable », conformément d'ailleurs à la conclusion du premier Sommet de la Terre en 1992, selon laquelle le développement humain doit revêtir trois dimensions : économique, sociale et environnementale. En bref, poursuivre le « développement », fût-il plus équitable, sans préserver l'environnement (et l'atmosphère) terrestre(s) nous conduit droit à l'impasse.

Voix discordantes

Pourtant, cette vision des futurs OMD, qui intégrerait bien davantage les dimensions sociale et environnementale dans leur programme, ne fait pas l'unanimité. Le docteur en économie du développement, Jan Vandemoortele, qui a travaillé plus de 30 ans pour différentes branches des Nations unies et a participé à l'élaboration des OMD, rappelle que les OMD ne sauraient à la fois porter sur tout et rester concis, et que toute tentative, dans leur refonte, de couvrir toutes les dimensions du bien-être humain est vouée à l'échec. Car en effet, au-delà des deux dimensions citées plus haut, on peut inclure dans les futurs objectifs... l'éducation secondaire, la qualité de l'enseignement, le respect des droits humains, la bonne gouvernance, le droit à la sécurité, bref, la liste est longue et, même, potentiellement infinie.

Surtout, insiste Vandemoortele, les objectifs globaux doivent rester objectivement mesurables, faute de quoi l'évaluation des progrès réalisés sera soumise à des interprétations subjectives et

s'avérera, finalement, impossible. Pour lui, le futur cadre des OMD ne peut revêtir que trois formes : celle d'OMD1.1, qui serait la poursuite des OMD actuels avec, éventuellement, de petits changements ; une version « OMD2.0 » qui impliquerait des changements majeurs ; ou encore un modèle entièrement différent, qui jetterait les bases de structures transformatrices nouvelles, sans forcément comporter d'objectifs précis. Mais cette dernière option, souligne Vandemoortele, échouerait sans doute à mobiliser les populations et les principaux acteurs, et constituerait une régression. Ne restent donc que les deux autres options, la première étant pour lui la plus souhaitable. Car, de nouveau, les OMD ne sont pas censés refléter toutes les facettes du développement humain. Ils nous en livrent plutôt une version allégée et facile à communiquer à l'ensemble des populations. C'est d'ailleurs, nous dit-il, la raison pour laquelle ils ont été, jusqu'ici, si mobilisateurs : parce qu'ils sont clairs, concis et mesurables.

En attendant, les débats actuels sur le remaniement des OMD semblent malgré tout se diriger vers la prise en compte de nouvelles dimensions. Il y a en effet déjà eu des appels répétés en ce sens, tandis que le Panel de haut niveau (l'un des groupes onusiens chargés de l'élaboration du futur cadre des OMD) a clairement signifié, dans un récent communiqué de Bali, que les OMD post-2015 doivent être à la fois « *centrés sur les populations et sur l'état de la planète* ». La question est de savoir, outre s'ils sont vraiment compatibles, comment réunir ces objectifs en un programme unique, même si plusieurs propositions ont déjà été avancées. L'une d'elle serait d'établir « *deux programmes distincts mais qui se renforcent mutuellement, l'un portant sur le développement humain, l'autre sur les biens publics mondiaux* ». Une autre serait de combiner tous les objectifs en un seul et même programme... dans le but de réduire la pauvreté, par exemple en ajoutant aux OMD actuels les objectifs sociaux et environnementaux nécessaires à l'amélioration durable des conditions

d'existence (un objectif d'accès universel à l'énergie pourrait être tempéré par un autre favorisant les énergies propres et renouvelables, celui de l'éradication de la faim pourrait intégrer la sécurité alimentaire et l'utilisation efficace de l'eau et de la terre, etc.). Enfin, on pourrait aussi fixer des objectifs primordiaux *autonomes*, par exemple sur la gestion durable des ressources naturelles.

Quoi qu'il en soit, les négociations sur les futurs OMD (même s'ils ne seront sans doute pas contraignants) s'annoncent ardues, à l'image des derniers grands rassemblements destinés à conclure des accords internationaux (notamment, justement, sur le climat et le commerce), et qui pour beaucoup se sont soldés par un échec. L'ONU devra ici jouer, et le plus strictement possible, son rôle d'arbitre pour que ces nouveaux objectifs ne se réduisent pas à une longue liste de bonnes intentions irréalisables. En bref, trouver le meilleur équilibre entre *ambition* et *réalisme*. ■

Article rédigé par Emmanuel Juste